

ST 10 - Chronologie, périodisations, temporalités

Hélène Richard

Université de Lyon
IEP de Lyon – Triangle

helene.richard@univ-lyon2.fr

Session 2

Des transitions à l'Est aux transformations post-soviétiques : retour sur un article à la lumière des nouveaux travaux

La chute du régime soviétique a suscité une inflation de travaux renouvelant l'étude des « transitions » démocratiques et économiques. A cette occasion, le concept de transition utilisé pour désigner la démocratisation des pays d'Amérique du Sud a été disqualifié (O'Donnell, Schmitter, Whitehead, 1986 ; Mainwaring, O'Donnell, Valenzuela, 1992). La principale critique de cette nouvelle « transitologie » portait sur le biais téléologique et uniformisant du concept de transition. Sous l'influence de la théorie de la *path dependence* (Stark, 1992, 1996 ; Offe, 1996), l'intérêt pour le rôle des héritages socialistes et pour la diversité des sorties du communisme a été grandissant. Le mot de « transformations postsocialistes » a alors été préféré à celui de « transition » en science politique et en sociologie. Un article de Michel Dobry paru en 2000 dans la RFSP a marqué une synthèse critique de cette nouvelle « transitologie » (Dobry, 2000). Son but était de dégager les réelles avancées dans la compréhension des sociétés postsocialistes des simples effets de vocabulaire. Selon lui, cette nouvelle « transitologie » n'a pas entièrement réussi à rompre avec les difficultés épistémologiques de sa sœur aînée. En particulier, elle reproduit – malgré toutes les précautions prises – son principal paradoxe : une vision très déterministe des processus de transition s'accompagnant du primat des « grands événements » et des choix stratégiques des acteurs dans leur explication. M. Dobry retient également un usage peu contrôlé de la théorie de la *path dependence*. Ecrit il y a presque maintenant 10 ans, il convient de revenir sur cet article au vu de nouveaux travaux parus à la fin des années 2000. Nous nous appuyerons sur l'analyse croisée d'une thèse (Sigman, 2007) et de trois ouvrages publiés récemment en langue française (Verdalle (de), 2006 ; Favarel-Garrigues, 2007 ; Dufy, 2008). Privilégiant les travaux sur la Russie, nous avons néanmoins inclus un ouvrage portant sur l'Allemagne de l'Est. Notre souci est également de croiser des sociologies (ethnographie économique, sociologie politique, sociologie des professions), des objets (théâtre, police, entreprises, clubs et partis politiques) et des chronologies divers (très resserrée chez C. Sigman (1986-1991), plus large chez G. Favarel-Garrigues (1965-1995)). Précisons que seuls les ouvrages de G. Favarel-Garrigues et de Carole Sigman se rattachent académiquement à la science politique. Cependant, chez les autres auteurs, les politiques publiques forment un environnement essentiel aux phénomènes décrits, à partir duquel se réorganisent des pratiques sociales (professionnelles et artistiques chez L. de Verdalle ; économiques chez C. Dufy).

Avant de commencer, je spécifierais ma démarche de relecture de l'article de M. Dobry. Les intérêts scientifiques de M. Dobry sont très différents de ceux de la plupart de nos auteurs. La

discussion de M. Dobry porte sur la « transitologie » c'est-à-dire sur les causes, le moment et le devenir du changement de régime politique et économique. Ce qui est par ailleurs congruent avec ses importantes contributions pour la sociologie des crises (Dobry, 1986) . Sauf pour Carole Sigman (dont la thèse a été dirigée par M. Dobry), ce n'est pas directement l'objet de mes auteurs. Ils n'ont pas pour but de penser la chute du communisme et la construction du modèle social qui lui succède en tant que telles. Ces auteurs donnent plutôt à voir comment la « transition » s'est déclinée dans un secteur circonscrit de la société. L'article de M. Dobry soulève néanmoins des questions épistémologiques qui valent pour des travaux s'interrogeant sur la transition dans cette perspective que nous qualifierons d'indirecte. Nous en retiendrons deux : De quel cadre se dote le chercheur pour convoquer le passé dans la compréhension du processus de transition ? De quelles précautions doit-il s'entourer pour déterminer les bornes d'une transition et cette opération est-elle ou non décisive ? Pour chacune de ces questions, nous restituerons d'abord sur la position du problème de M. Dobry ainsi que ses arguments puis examinerons la manière dont elle est prise en charge dans les nouveaux travaux que nous avons sélectionnés.

Convoquer le passé pour expliquer la transition

Les travaux s'inscrivant dans la théorie de la *path dependence* ont pour hypothèse que les particularités du *chemin suivi* rendent compte du modèle politique et économique d'arrivée. Les types de démocratie et d'économie de marché sont alors aussi divers que les chemins suivis, eux-mêmes dépendants des « conditions initiales » c'est-à-dire des particularités nationales. M. Dobry rappelle que les transitologues s'attaquaient à la thèse « *initialement assez répandue* » selon laquelle les sociétés postsoviétiques « *de part leur caractère désormais amorphe, pouvaient sans excès d'obstacles, constituer d'excellents terrains d'exercice pour un capitalisme by design, sans freins, sans restrictions et inattentif aux particularités historiques de ces terrains* » (Dobry, 2000, p. 594-595). Tout en les rejoignant sur cette critique, M. Dobry va souligner une difficulté :

M. Dobry note que les éléments du passé convoqués par ces auteurs pour expliquer ce modèle final sont de deux ordres hétérogènes :

- d'une part les éléments « hérités » du système précédent (formes et ressources organisationnelles, réseaux sociaux informels et liens de solidarité, et capitaux sociaux, habitus, ou routines des acteurs eux-mêmes).
- d'autre part, les « voies d'extraction » c'est-à-dire la trajectoire historique sur une période relativement resserrée où se décomposent et se recomposent ces éléments du passé selon des modalités spécifiques.

De fait, ces deux séries de facteurs renvoient respectivement à des temporalités longue et courte. Programmatiquement, ce sont les « voies d'extraction » que privilégie la théorie de la *path dependence*. Pourtant, « *dans le détail des descriptions* », les auteurs mobilisent souvent le poids d'héritages de la société communiste qui renvoient à une temporalité beaucoup plus longue. Cela autorise M. Dobry à se demander : « *la dépendance à l'égard du chemin ou de la trajectoire doit-elle ou peut-elle, pouvoir être mise en évidence sur la (très) longue durée ou, au contraire, sur la courte durée, ou encore sur une durée intermédiaire ?* » (Dobry, 2000, p. 596). En d'autres termes, comment sélectionner le passé qui « compte » ? Est-ce le poids de structures soviétiques (voire plus lointaines) ou la logique des nouveaux « bricolages » en eux-mêmes et des conjonctures spécifiques de la transition ? Comment nos auteurs mobilisent-ils le passé pour expliquer à la fois des mécanismes de reproduction et de changement ?

Les travaux de Carole Sigman et Laure de Verdalle ont comme point commun un incessant va-et-

vient entre des « portraits » d'individus et des monographies d'organisations auquel s'ajoute le souci de dessiner des configurations ou conjonctures successives. Carole Sigman étudie le rôle des clubs politiques « informels » – les premières organisations politiques qui n'ont pas été créées par des organismes officiels – dans le basculement qu'a connu l'URSS pendant la perestroïka (1986-1991). Etudiant les animateurs du mouvement informel comme leurs organisations, son *analyse intègre deux échelles de temps: elle porte sur un groupe d'individus vus sur le long terme (trajectoires familiales depuis la Révolution et trajectoires individuelles sur une vingtaine d'années) et sur un ensemble d'organisations politiques qui ont existé pendant un moment historique court (1986-1991)* » (Sigman, 2007, p. 22). Comment s'articulent ces deux temporalités ? Carole Sigman montre que le mouvement informel est passé d'une stratégie d'alliance avec les réformistes du PCUS entre 1986 et mi-1988 à une opposition frontale au PCUS en s'appuyant sur l'aile réformatrice radicale à partir de 1988. Le changement de stratégie est concomitant avec l'arrivée massive de nouveaux militants. Pour comprendre ce retournement, elle revient sur la socialisation politique de ses animateurs. Tous membres de l'intelligentsia, les animateurs de la première cohorte sont en majorité des individus dont les parcours universitaires les rapprochent des lieux de la pensée critique (sciences sociales) et occupent des positions sociales déclassées. A l'inverse, dans la seconde, les individus aux parcours plus conformistes, choisissant des études qui maximisent leurs chances d'intégrer les échelons supérieurs de la société soviétique (Parti, armée, Komsomol) sont plus représentés. Les victimes de répression politique chez leurs ascendants sont plus nombreux que dans la première cohorte. Ainsi la transformation du recrutement introduit des « *nouveaux modes de perception de la situation politique (opposition frontale au régime) et remodèle les formes d'organisation et de mobilisation du mouvement* » (Sigman, 2007, p. 97) qui va provoquer tensions et transformation de l'identité du mouvement informel. En s'appuyant sur une définition de l'habitus non mécanique¹, C. Sigman démontre que ce sont des individus sociologiquement prédisposés à une attitude loyale envers le Parti qui ont fait basculer le mouvement informel vers des positions radicalement réformatrices, dissolvant ainsi son identité. Le paradoxe n'est pourtant qu'apparent si on le rapporte à la *conjoncture* : à la mi-1988, la radicalité a changé de sens. Dans un contexte d'éclatement des lieux de pouvoir, de divisions irréparables au sein du PCUS, la position radicale anticommuniste est devenue l'attitude politique qu'un nombre d'acteurs grandissant anticipaient comme la plus payante. Ainsi, dans le travail de C. Sigman, la plongée dans le passé se fait donc par l'intermédiaire des socialisations politiques, non seulement individuelles, mais aussi familiales mais ses effets de détermination sont fortement liés à la situation spécifique dans laquelle sont insérés les agents.

Tout en adoptant une méthodologie proche, Laure de Verdalle a objectif de recherche tout différent. Chez elle, les récits autobiographiques des gens de théâtre lient la reconfiguration du monde théâtral est-allemand et *l'expérience* concrète de la transition. Le théâtre est-allemand doit s'adapter à l'application du droit théâtral ouest-allemand caractérisé (financement municipal des ensembles, CDD, marché ouvert) à l'opposé des pratiques est-allemandes (financement étatique, CDI, marché fermé). Laure de Verdalle pourrait tomber sous le coup des critiques de M. Dobry car elle s'inscrit dans la continuité des travaux de la nouvelle transitologie (D. Stark). Elle « *met en évidence un processus qui articule la recomposition d'éléments hérités de l'ancien système et l'appropriation de nouveaux registres d'action* » (de Verdalle, 2006, p. 226). Cependant, la démarche est convaincante lorsqu'elle est appliquée à un univers social fort bien délimité et non à l'ensemble de la société ou de l'économie. On suit plus facilement les *fil*s d'une histoire (qui fait sens également pour les acteurs eux-mêmes) et le poids de ses héritages. Si le reflux des CDI, la montée du travail par « projets » rend les carrières plus fluctuantes, les conventions esthétiques et organisationnelles est-

¹ C. Sigman dit « Ces situations historiques où les acteurs sont sans cesse obligés de modifier leurs positions, leurs alliances et leurs identités, parce que les configurations changent de façon très rapide, renseignent sur la dimension stratégique de l'action collective, sur la façon dont les acteurs agissent, mobilisent leurs ressources. Les individus ont acquis des dispositions, des habitus, qui peuvent produire non pas *un* schème mais une *pluralité* de schèmes de comportement selon *les domaines et les situations* où ils s'appliquent » (Sigman, 2007, p. 21)

allemandes continuent à sédimenter de fortes identités professionnelles qui cherchent à s'adapter à la nouvelle donne. Par exemple, le théâtral privé émergent à l'Est, si éloigné a priori des grands ensembles publics de RDA, va héberger des pratiques mises en danger dans les théâtres publics des nouveaux Länders (en particulier, le principe de répertoire, cher aux Allemands de l'Est contre la logique de « projet » importé de l'Ouest). Comme C. Sigman, l'étude des trajectoires individuelles permet de remettre en cause une vision caricaturale des « habitus » socialistes : « *Ceux qui s'emparent des nouveaux possibles [ici elle évoque la création de théâtre privé] sont surtout les anciens membres du théâtre officiel de la RDA, et non pas les héritiers des freien Gruppen* », troupes d'amateurs qui, dans les années 1980, voulaient créer un espace alternatif au monopole des théâtres publics (de Verdalle, 2006, p. 279). Cependant, les nouveaux possibles sont rapidement restreints puisque le théâtre allemand se restructure autour des grandes institutions publiques dominantes de la période précédente. C'est là qu'intervient, selon L. de Verdalle, une temporalité plus longue : au-delà de leurs différences, les institutions théâtrales publiques sont centrales tant à l'Est qu'à l'Ouest, et d'ajouter « *la RDA, en régime socialiste, a cristallisé des éléments d'un passé théâtral antérieur à la séparation des deux Allemagnes et fortement valorisé au moment de la réunification* » (de Verdalle, 2006, p. 292)

La temporalité longue n'est que rapidement évoquée. Le passé « qui compte » est surtout celui qui compte pour les enquêtés eux-mêmes, un ensemble de pratiques et modes d'organisation faisant sens pour les acteurs et qui faisait jusqu'alors leur identité (bien que L. de Verdalle prennent évidemment ses distances avec les reconstructions idéalisées que les gens de théâtre est-allemand entretiennent avec leur propre passé).

G. Favarel et C. Dufy deux auteurs partagent le souci de rendre compte de continuités *inattendues*, respectivement dans les pratiques policières et économiques. Entre 1965 et 1995, les routines professionnelles des services chargés de la lutte contre la délinquance économique évoluent peu malgré le renouvellement de la définition de crime économique à partir du milieu des années 1980. C'est l'obligation de résultats, héritage de la planification, qui expliquerait la mobilisation des mêmes savoir-faire (trucage des indicateurs d'activité, jeu sur les qualifications pénales, extorsion d'aveux...). On peut se demander si, l'obligation de résultats est réellement un héritage soviétique puisqu'elle est pratiquée aussi dans les vieilles démocraties. G. Favarel-Garrigues s'inspire d'ailleurs des « *travaux sociologiques occidentaux sur la mise en oeuvre bureaucratique de l'action publique et sur le caractère discrétionnaire de l'activité policière (police discretion)* » (Favarel-Garrigues, 2007, p. 7). Cependant, s'il y a bien une continuité, G. F.-G. insiste beaucoup sur la finalité *nouvelle* de ces routines dans le contexte d'une économie de marché naissance : le savoir-faire en matière de manipulation des chiffres permet aux policiers de libérer du temps pour un boulot à-côté (sécurité privée) ou se négocie directement sur un marché illégal de la protection.

A l'opposé, Caroline Dufy critique les analyses en termes d'héritages soviétiques et soutient que, derrière des « *similitudes troublantes* » entre le troc inter-entreprises des années 1990 et les jeux d'écritures comptables entre les entreprises soviétiques (des échanges sans monnaie donc du troc), il n'y a pas de solution de continuité simple. La preuve en est donnée par le reflux du troc juste après la dévaluation du rouble en 1998. Le troc est donc bien une pratique liée à la situation spécifique des économies émergentes ou, pour le dire avec les mots de la transitologie, liée à une voie d'extraction. Pour Caroline Dufy, il faut user de la notion d'héritage avec circonspection : « *S'en tenir à une position structurelle stricte implique de considérer la démonétisation de l'économie russe est pour une large part l'héritage des institutions soviétiques. A l'inverse, considérer les seuls facteurs conjoncturels d'offre et de demande de monnaie conduit à faire l'impasse sur les continuités* » (p. 50). C. Dufy explique ces continuités par la bataille idéologique autour du problème « troc » déterminée par l'état des forces politiques et sociales dans la Russie des années 1990. Le troc est défendu par les économistes productivistes, proche des industriels alliés aux communistes. L'industrie lourde use du troc pour s'adapter à une politique monétaire très restrictive et limiter les faillites. Facteur non strictement conjoncturel, le troc perdure à un faible

niveau après 1998, le temps que le « compromis libéral » se substitue au « compromis productiviste » et que l'Etat déploie une politique active de normalisation des échanges. Critiquant les analyses en termes d'héritages, elle montre combien il ne faut pas confondre *similitudes* et *héritages*. On peut évidemment avancer que les savoir-faire soviétiques ont été mobilisés pour s'adapter à la nouvelle donne économique mais en faire la démonstration n'est pas évidente, surtout lorsque des phénomènes similaires touchent d'autres économies émergentes (Dufy, 2008, p. 17). À l'inverse, il faut toujours garder à l'esprit que le passé ne pèse pas mécaniquement sur le présent. Chez C. Dufy, le poids du passé est indirect et non mécanique : la montée du troc dans les années 1990 s'appuie sur les intérêts de l'industrie lourde, secteur puissant légué par l'économie soviétique. Son reflux correspond à la montée de nouveaux intérêts, ceux de l'administration fiscale et des organisations financières internationales.

M. Dobry a souligné que la réhabilitation des spécificités historiques des sociétés en transition est une avancée scientifique mais a donné lieu à des usages parfois non contrôlés de l'argument des héritages. Chez nos auteurs, les usages du passé dans la compréhension des transitions passent par diverses méthodes : par les trajectoires individuelles ou familiales, par l'histoire des organisations ou encore celles des pratiques. On peut retenir de ces nouveaux travaux une mobilisation plus parcimonieuse des « héritages » : 1) en circonscrivant précisément le secteur social à partir duquel on tire les fils d'une histoire qui, du coup, peut être profonde 2) en se penchant davantage sur le passé qui fait sens pour les acteurs (quitte à en déconstruire les lectures rétrospectives), 3) soit encore en rapportant des pratiques anciennes persistantes aux conjonctures spécifiques de la transition. La question de l'établissement des bornes est directement liée à la première. En effet, connaître le « passé » de la transition suppose de connaître quand elle commence. Réciproquement, l'établissement de la borne finale suppose de savoir en quoi consiste un système qui n'est plus transitoire et, pour le cas de la démocratisation, en quoi consiste une démocratie consolidée.

Bornes et rythmes de la transition : risque normatif et diversité des transitions

Nous abordons ici la question des bornes de la transition ainsi que des rythmes spécifiques qu'elle peut prendre en fonction des pays mais aussi en fonction des domaines ou secteurs envisagés. M. Dobry s'interroge plus spécifiquement sur la manière dont les travaux en transitologie déterminent la borne finale de la transition. « *L'une des sources majeures sur lesquelles bute la transitologie réside dans l'usage, à première vue séduisant, mais incontrôlé et passablement essentialiste, de l'idée d'incertitude en tant que caractéristique définitionnelle de la démocratie* » (p. 587). La démocratie consolidée correspondrait à un système politique « ouvert » c'est-à-dire marqué par l'incertitude. Pour M. Dobry, les auteurs confondent l'incertitude sur l'issue des élections avec une incertitude structurelle. Ils oublient au passage « *que pour que semblable incertitude – sur le résultat des élections – puisse s'observer, il faut qu'elle soit strictement circonscrite [...], qu'elle ait pour fond fortement stabilisé, institutionnalisé, objectivé, un entrelacement dense et étendu de certitudes* » (Dobry, 2000, p. 610). Ce fond stabilisé désigne pour M. Dobry le flux de transactions collusives entre élites sectorielles ainsi qu'une certaine autonomisation de l'espace politique par rapport aux autres secteurs de la société. Ces collusions n'ont rien à voir avec un compromis sur la valeur de la démocratie mais consiste en un jeu d'anticipations croisées, une logique de situation dans laquelle les différentes élites sectorielles n'ont pas intérêt à dévier par rapport à l'équilibre atteint, ici la démocratie. M. Dobry, dialoguant avec la transitologie, prend donc au sérieux l'idée d'une borne finale à la transition. Il propose une démarche alternative, à savoir le repérage d'une configuration stable et il pense ici à l'espace politique. Pour autant, il suspecte une trop grande précipitation à qualifier les *résultats* des transformations sans se demander ce que ces résultats peuvent avoir d'éphémères (Dobry, 2000, p. 603). On fermerait alors la période de la transition beaucoup trop vite. Cependant, à ce moment, les exemples de *résultats* qu'il donne (l'ambiguïté des revendications et des structures de propriété, le brouillage des frontières entre propriété privée et

publique, diversité des principes de justification et de légitimation au sein des entreprises) renvoient à la sphère économique. Ce décalage sur le terrain de la discussion nous suggère cette question : Doit-on alors distinguer un rythme spécifique de l'espace de la compétition politique par rapport à celui des structures économiques ou des pratiques sociales, supposées plus inertes ? Doit-on penser la transition au pluriel, distinguant pour chaque domaine du social des rythmes spécifiques de transition ?

C. Sigman se place dans le temps politique et propose des réflexions très intéressantes concernant les enjeux normatifs qui se cristallisent autour l'établissement des limites temporelles de la transition. Le choix de sa période (1986-1991) est symptomatique, elle finit lorsque tout commence pour la plupart des travaux sur la transition. Ces derniers prennent pour « *point de départ de la « démocratisation » la tenue des premières élections libres (« founding elections »), définies comme étant la « first competitive multiparty election following a period of authoritarian rule² »*. Dans le cas russe, cela a pour conséquence paradoxale d'exclure la perestroïka de la transition. Pour C. Sigman, l'idée d'un découpage temporel *a priori* à partir de critères normatifs est problématique. La discussion scientifique porte finalement sur ce qu'est une « bonne » élection fondatrice en fonction du degré de compétition politique minimale mais aussi en fonction de leur résultat (par exemple, l'absence d'affrontements violents entre les prétendants au pouvoir, cf. McFaul, 1999). Il y a un biais normatif évident : « *Un événement (e.g. une élection) ne serait donc considéré comme point de départ que s'il aboutit à un résultat déterminé souhaitable* » (p.12). De plus, dans le cadre de la théorie de la *path dependence*, l'élection fondatrice a pour vertu de structurer sur le long terme l'espace politique, primauté qui n'est pas démontrée selon elle (p. 14). Plus fondamentalement, C. Sigman se demande si « *la recherche d'un point de départ de la transition (tout comme celle de son point d'aboutissement) n'est pas un exercice un peu vain et naïf dans la mesure où ce qu'on observe est un processus concomitant de délitement et de restructuration de l'espace politique* » (p. 13). Son choix de périodisation n'est pas une contribution supplémentaire sur les disputes portant sur la détermination de la borne inférieure de la transition mais un éclairage sur des points aveugles de la transitologie. En particulier, la focalisation sur le processus électoral n'a pas permis, affirme-t-elle, de mesurer l'importance d'autres lieux de compétition, en particulier l'arène du Parti et des alliances que ses différentes ailes établissent avec l'extérieur.

Plus classiquement, d'autres auteurs s'emploient à relativiser l'importance de la rupture politique (changement de régime) et à revendiquer des « transitions » aux rythmes décalés avec la sphère politique. L. de Verdalle reprend la rupture période (réunification) comme pivot central de sa périodisation mais insiste sur l'ensemble des évolutions du théâtre est-allemand à la veille de la *Wende* : émergence d'un tissu théâtral alternatif, perte de cohérence de la politique culturelle, critique de la norme du CDI jugée responsable du vieillissement des ensembles (de Verdalle, 2006, p.228). Le statut de ces évolutions restent ambiguës. Selon elle, les critiques (en partie internes) se sont heurtées aux protestations des syndicats et des petits théâtres ce qui, selon elle, valide l'hypothèse d'irréformabilité du système socialiste formulé par l'économiste hongrois J. Kornai. Le déblocage est permis la modification brutale de la « super-règle » (Reynaud, 1979). La réunification est alors perçue comme le « coup de grâce » survenu après « la force des tensions qui traversaient la configuration théâtrale dans les dernières années de la RDA ». Cependant, elle ajoute que ces tensions « *sont sans doute, en partie du moins, à l'origine du changement, même si ce dernier a pris une ampleur non anticipée par les acteurs qui l'ont favorisé* » (de Verdalle, p. 290). Il me semble pourtant qu'il y a une contradiction entre l'affirmation d'irréformabilité *a priori* du système socialiste et l'hypothèse de continuité entre les évolutions pré- et post-réunification. Si une

² C. S. note : « Cette définition, utilisée par de très nombreux auteurs, est tirée de G. O'DONNELL, P. SCHMITTER. *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1986. (note 51, p. 11) »

préfiguration du changement existe dans le théâtre est-allemand, si ce qui adviendra à quelque chose à voir avec ce qui se prépare au lendemain de la Wende, l'hypothèse d'irréformabilité semble superflue. En quoi la résistance d'acteurs lésés par un changement -- somme toute banale dans n'importe quel système politique -- seraient-ils une preuve d'irréformabilité ? Que la rupture politique soit présentée tour à tour comme un accélérateur ou le moment du déblocage, l'essentiel de ce retour sur les années 1980 est de donner une plus juste mesure du choc de la réunification encadrée par une période de tensions et de renouvellement des pratiques théâtrales est-allemandes et une période de formation de « syncrétismes originaux » entre les deux modèles. Concernant, la borne finale de la transition, L. de Verdalle précise que la présence encore forte des gens de théâtre formés en RDA dans les institutions des nouveaux Länders sera inéluctablement grignotée par le renouvellement générationnel. Cela pose la question du devenir des spécificités est-allemandes. Pour L. de Verdalle, il s'agit de la capacité des écoles de théâtre à transmettre des identités professionnelles et esthétiques d'une génération à une autre, à cristalliser une culture au-delà des personnes qui la portent. Il y a donc une incertitude sur la nature du phénomène observé : les syncrétismes observés sont-ils transitoires ou assiste-t-on à l'émergence de « mondes » originaux et durable issu de l'acculturation des deux Allemagnes ? Le moment où a été menée l'enquête ne permet pas de trancher cette question.

C. Dufy choisit d'étudier un phénomène circonscrit dans le temps : l'émergence et l'accroissement du troc dans l'économie post-soviétique entre 1991 et 1998. On a déjà montré qu'un tel objet pouvait se prêter à une chronologie qui aurait privilégié l'euphémisation de la rupture de 1991 en montrant comment la pratique du troc -- qui existe, en Union soviétique -- se transforme pour s'adapter au marché. La perspective est toute différente. C. Dufy ne discute pas la qualification du troc comme « archaïsme soviétique » sur le fond. Cette qualification fait partie de son objet : elle est décrite comme révélatrice du travail politique et cognitif visant à aligner le système de paiement russe sur une norme, celle du règlement en monnaie nationale (c'est-à-dire un système où on puise évaluer la valeur des échanges et donc évaluer le profit, condition *sine qua non* à l'avènement du capitalisme). Ainsi, C. Dufy préfère parler de *normalisation* plutôt que de transition pour souligner la dimension politique du phénomène (Dufy, 2008, p. 108). Dans la lignée de l'économie de la régulation, la monnaie est présentée comme un enjeu central de l'affirmation de la puissance de l'Etat central. Dans le cas russe, l'Etat exige que les échanges en nature soit exprimée en valeur monétaire (même si l'échange physique de monnaie n'a pas eu lieu), il interdit l'émission de quasi-monnaies (les *veksels* ou titres de créance émis par les usines ou les administrations) concurrençant celles du centre. Ici, la distinction entre le temps des structures économiques et le temps politique perd son sens. En effet, C. Dufy met en relation le renversement du rapport de force politique entre élites sectorielles en 1996 et le durcissement de la lutte contre troc et, en dernière analyse, va transformer radicalement les pratiques économiques et ses structures (en particulier l'émergence d'un marché financier) dans un laps de temps, finalement, très réduit. La démarche de C. Dufy rappelle ce que dit M. Dobry de l'exceptionnalisme méthodologique qui caractérise trop souvent les travaux portant sur la transition. Dobry en trouve l'expression typique dans la formule de G. Di Palma : « la "méthodologie normale" des sciences sociales » ne s'applique pas aux crises de régimes, ni aux transitions de régime en général. Les explications structurelles appliquées aux comportements et aux actions (performance) se trouvent alors, en quelque sorte, suspendues » (Di Palma, 1990). Bien sûr, Di Palma a en tête la transformation de l'espace politique. Cependant, des formules équivalentes concernant la sphère économique se trouvent couramment, en particulier, dans l'idée que le *vide* juridique caractérisant la période de transition a laissé place à un capitalisme *sauvage* laissant aux agents un champ d'actions aussi large qu'imprévisible. J'y vois une manière de renoncer à penser la construction politique du capitalisme et le rapport complexe des pratiques et du droit ce que pourtant illustrent très bien G. Favarel (construction et répression de la délinquance économique) et C. Dufy (du côté des acteurs économiques et administratifs subissant la normalisation monétaire). Ainsi, comme le rappelle M. Dobry, que cette période ait perçue

chaotique ou incertaine du point de vue des agents, ne signifie pas que leurs comportements ne soient pas soumis à des contraintes fortes ou à des structures, elles-mêmes en rapide transformation.

Il serait vain de trouver dans ces nouveaux travaux une démarche alternative unifiée dans le travail de périodisation de la transition, d'abord parce qu'elle dépend évidemment des objets et des perspectives de recherche de chacun. Prenant la mesure du biais « normatif » du travail de périodisation de la transition, chacun à leur manière permettent de relativiser l'importance de la rupture politique de 1991 et de retrouver la temporalité propre au phénomène qu'ils étudient. Le travail de C. Dufy est intéressant dans la mesure où elle démontre qu'il serait faux d'opposer systématiquement le temps long des structures économiques (les héritages) au temps court politique pour relativiser la démarche transitologique. Elle prend acte de l'extraordinaire rapidité des transformations des structures et pratiques économiques dans les années 1990, non pour s'en féliciter (je pense ici à la manie des classements des performances économiques chez les analyses de la transition) mais pour décrire le travail cognitif et juridique qu'il suppose.

A nos yeux, les travaux évoqués dans cette communication témoignent de l'intérêt à décaler le regard, à ne plus prendre pour objet la transition en elle-même (en tant que suite de séquences historiques typifiées) mais des phénomènes plus circonscrits qui l'ont traversé, ou encore, pour C. Sigman, le phénomène de basculement de régime en lui-même. Dans cette démarche plus éclatée, le projet d'un cadre théorique cohérent, formulé par M. Dobry pour la littérature spécifique de la transitologie, est un peu décalé par rapport aux problématiques de chacun des auteurs. Néanmoins, je crois que sa réflexion sur la détermination de « *ce qui compte* » du passé est une question de méthode à laquelle est confronté n'importe quel chercheur travaillant sur cette période historique. Les prises sur ce passé sont hétérogènes : observation de similitudes dans les pratiques, mémoire et trajectoires des agents, histoire des organisations mais à chaque fois, se repose la question de la manière dont ces « choses » du passé pèsent ou informent les logiques et les comportements observés. La question, il est vrai, n'est pas spécifique aux études sur la transition mais elle se pose ici plus frontalement car la mise en récit historique est d'autant plus délicate qu'on assiste à des changements radicaux et brutaux. Concernant les bornes chronologiques, même décalage, puisque la question du début et de la fin de la transition a laissé place à des chronologies plus spécifiques aux objets. L'enjeu, je crois, est de décrire des rythmes transitionnels propres à certains domaines et secteurs sociaux ainsi que leurs rapports avec les ruptures politiques. Enfin, un des apports, me semble-t-il, de cette nouvelle génération de travaux est d'avoir donné l'épaisseur sociale qui avait cruellement manqué aux premiers travaux sur la transition à l'Est. En croisant la question de la transition avec différentes sous-disciplines des sciences sociales, ils permettent accessoirement d'enterrer le conflit artificiel entre les « spécialistes » des *area studies* et les experts « généralistes » en transitologie.

Bibliographie

DI PALMA Giuseppe. *To craft democracies : an essay on democratic transition*. Berkeley : University of California Press, 1990

DOBRY Michel. *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des sciences politiques, 1986.

DOBRY Michel. Les transitions démocratiques. Regards sur l'état de la transitologie. *Revue française de science politique*, 50 (4), 2000, p. 579-583.

DUFY Caroline. *Le troc dans le marché : pour une sociologie des échanges dans la Russie post-soviétique*. Paris : l'Harmattan, 2008

FAVAREL-GARRIGUES Gilles. *La police des moeurs économiques. De l'URSS à la Russie*. Paris : CNRS Editions, 2007

MAINWARING Scott, O'DONNELL Guillermo, VALENZUELA J. Samuel (dir.). *Issues in Democratic Consolidation*. Notre Dame : University of Notre Dame, 1986.

O'DONNELL Guillermo A., SCHMITTER Phillippe C., et WHITEHEAD Laurence (dir.). *Transitions from Authoritarian Rule : Comparative Perspectives*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986.

OFFE Claus. *Varieties of transition : the East European and East German experience*. Cambridge : Polity Press, 1996.

SIGMAN, Carole. *Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestroïka (1986-1991). Les clubs politiques informels de Moscou et leurs dirigeants*. Thèse de doctorat de science politique, Université Paris 1- Sorbonne, 2007.

SIGMAN, Carole. Les clubs politiques "informels", acteur du basculement de la perestroïka ? *Revue Française de science politique*, 58 (4), 2008, p. 617-642.

STARK David. From System Identity to Organizational Diversity : Analyzing Social Change in Eastern Europe. *Contemporary Sociology*, 21 (3), 1992.

STARK David. Recombinant Property in East European Capitalism. *American Journal of Sociology*, 101 (4), janvier 1996, p. 993-1027 (version française : Sommes-nous toujours au siècle des transitions ? Le capitalisme est-européen et la propriété "recombinante". *Politix*, 47, 1999, p. 89-130).

VERDALLE (de) Laure. *Le théâtre en transition. De la RDA aux nouveaux Länder*. Paris : Editions de la maison des sciences de l'homme, 2006.